

Union sacrée dans le secteur événementiel

Toutes les organisations professionnelles se sont unies pour proposer une série de mesures qu'elles espèrent voir appliquer vite et dans la durée.

Nous sommes les premiers à avoir dû fermer et nous serons certainement les derniers à pouvoir reprendre notre activité

BERTRAND BIARD,
PRÉSIDENT
DE L'ÉVÉNEMENT

ALEXANDRE DEBOUTE @alexdeboute

COMMUNICATION Les professionnels de l'événementiel sont plus que jamais mobilisés pour faire entendre leur voix, alors que la situation de la filière est absolument catastrophique. L'interdiction des événements depuis fin février puis le confinement ont mis à l'arrêt toutes les entreprises du secteur, et le retour à la normale n'est pas attendu au mieux avant l'automne. « Nous sommes les premiers à avoir dû fermer et nous serons certainement les derniers à pouvoir reprendre notre activité », souligne Bertrand Biard, président de l'Événement, l'association qui réunit les agences de communication événementielle ainsi que leurs prestataires (logistique et technique, restauration, lieux...).

Face à ce qui se profile comme un effondrement de la filière, ce ral-

son notamment de son atonie - l'existence de milliers de PME ou TPE étant menacée à court terme - et de sa fragilité de trésorerie, toutes les organisations professionnelles font aujourd'hui front commun - ce qui constitue une première - et formulent une série de propositions concrètes qui viennent d'être transmises au gouvernement. Les services des ministres Bruno Le Maire (Économie et administration fiscale), Mariel Perlecan (Travail) et Jean-Baptiste Lemoine (Tourisme) sont en première ligne.

Plan sur deux ans

L'union sacrée du secteur fédère toutes ses organisations. Outre l'événement, elle réunit Césario (identifications - francophones - de congrès), Grealians (agences de design et prestataires pour la conception et la réalisation des stands), France Congrès et Événements (niveau des villes organisa-



Le secteur de l'événementiel (mariages, salons, conventions, assemblées générales...) évalué à 15 milliards d'euros l'impact direct et indirect de la crise sanitaire sur l'ensemble de la filière.

trices de rencontres professionnelles et grand public). Synapse (prestataires de l'audiovisuel scénique : sonorisation, éclairage, régie...), Traiteurs de France et l'Union (organisateur d'événements,

gestionnaires de sites et prestataires de services). Le collectif a d'ores et déjà évalué à 15 milliards d'euros l'impact direct et indirect de la crise sanitaire sur l'ensemble de la filière.

Le plan présenté a été élaboré pour accompagner les entreprises sur 24 mois avec une série de mesures prioritaires. Les professionnels demandent d'abord une exonération de la totalité des charges sociales patronales jusqu'en décembre 2021 et une exonération de la contribution économique territoriale (CET) pour les années 2020 et 2021, en compensant la part des collectivités. Ils demandent aussi un report complémentaire des échéances d'emprunt de 18 mois supplémentaires, jusqu'à fin 2021. « Il ne faudrait pas que nos entrepri-

ses, au moment où elles reprendront leur activité, soient assommées par des échéances de crédit », explique Bertrand Biard. Les organisations proposent également une transmission du prêt garanti par l'État en crédit longue durée sectoriel remboursable sur 8 ans. Au niveau de l'emploi (235 000 emplois équivalent temps plein, directs et indirects), une prolongation de 18 mois du dispositif de chômage partiel est aussi demandée. Enfin, le secteur suggère une exonération de loyers pour les événements ayant lieu dans des établissements publics recevant des foires, salons ou congrès.

Des réunions interministérielles sont attendues dans les prochains jours pour arbitrer. Toute la filière retient son souffle. ■

**BFM
BUSINESS**